

Mise en contexte – Comprendre les réalités liées à la mise en place et au renforcement des systèmes d'alerte précoce dans les situations de conflit et d'après-conflit en Afrique

Alerte précoce et action rapide dans les pays les moins avancés en situation de conflit ou d'après-conflit en Afrique

9-11 décembre 2025

Nairobi, Kenya

Note d'information n° 1 : Complément à la journée 1, session 1 (Mise en contexte) et 2 (Points de vue des parties prenantes sur les FCV)

Introduction

Ces dernières années, on a assisté à une prise de conscience plus large de la nécessité cruciale de mettre en place des systèmes d'alerte précoce dans les situations de conflit et d'après-conflit. Cela s'explique en partie par une meilleure sensibilisation aux effets cumulatifs et en cascade des conflits et du changement climatique, qui se conjuguent souvent à d'autres vulnérabilités existantes et ont un impact considérable sur les populations touchées par les conflits. En 2025, les catastrophes les plus dévastatrices à travers le monde étaient liées au climat. Cette réalité rend d'autant plus urgent d'identifier les mesures significatives qui peuvent être prises pour protéger les populations avant la survenue des aléas prévus.

L'Afrique reste l'une des régions présentant des lacunes critiques en matière de systèmes d'alerte précoce multirisques (MHEWS). De nombreux PMA africains restent également touchés par des conflits armés actifs et leurs conséquences, notamment des niveaux élevés de déplacements de population, ou sont engagés dans des processus difficiles et coûteux. L'indice mondial de la paix 2025 a par exemple révélé que l'Afrique est la région qui compte le plus grand nombre de conflits au monde¹.

Dans le même temps, c'est en Afrique que certains des progrès les plus importants en matière de MHEWS ont été réalisés ces dernières années, et la région dispose désormais de MHEWS dans plus de la moitié de ses pays.² Un nombre croissant d'acteurs cherchent à soutenir le développement et le renforcement des EWS dans les PMA africains, en mettant l'accent sur les situations de conflit et d'après-conflit. Cette note d'information accompagne le document intitulé « Early Warning and Early Action in Least Developed Countries in Conflict and Post-conflict » (Alerte précoce et action rapide dans les pays les moins avancés en situation de conflit ou d'après-conflit).

Atelier « Situations en Afrique » et donne un aperçu des données disponibles et des principaux thèmes à approfondir.

Les sections suivantes de cette note décrivent certaines de ces lacunes et certains de ces défis, dans le but de les discuter et de les « vérifier sur le terrain » avec les participants à l'atelier. Même si certaines statistiques et données existent sur les systèmes d'alerte précoce dans les PMA africains, il est important de garder à l'esprit que « nous ne savons pas ce que nous ne savons pas ». Les données et les recherches peuvent fournir des informations importantes, mais elles ne reflètent pas toujours la réalité quotidienne des différentes parties prenantes impliquées dans

¹ Institute for Economics & Peace (2025) *Global Peace Index 2025*, Global Peace Index Report. Disponible à l'adresse : <https://www.economicsandpeace.org/wp-content/uploads/2025/06/GPI-2025-web.pdf>

² Organisation météorologique mondiale (OMM) (2025) *Situation mondiale des systèmes d'alerte précoce multirisques 2025*. Genève : OMM. Disponible à l'adresse : <https://public.wmo.int/en/resources/library/global-status-multi-hazard-early-warning-systems-2025>

concevoir, mettre en œuvre et recevoir des alertes précoce. À cette fin, cette note d'information se veut un point de départ à la discussion plutôt qu'une ressource faisant autorité et comprend des questions de discussion qui peuvent être utiles pour les échanges lors des ateliers. Voici quelques questions directrices :

- Quels sont les défis auxquels nous sommes confrontés dans notre travail dans les situations de conflit et d'après-conflit, et pourquoi ?
- Quels sont, selon les parties prenantes africaines et les représentants gouvernementaux de différents ministères et secteurs, les besoins prioritaires pour faire face aux phénomènes météorologiques extrêmes et aux conflits ?
- Quelles sont les bonnes pratiques existantes qui relient les systèmes d'alerte précoce mis en place par les gouvernements ou les organisations humanitaires aux systèmes communautaires ? Comment les conflits perturbent-ils ou limitent-ils ce travail, et comment y remédier ?

État actuel des systèmes d'alerte précoce

La récente COP30, qui s'est tenue à Belém, au Brésil, en novembre 2025, a confirmé que la portée et la couverture des systèmes d'alerte précoce constituent désormais un indicateur établi pour l'objectif mondial en matière d'adaptation (GGA). Cela pourrait ouvrir la voie à un accès accru des PMA à des financements pour les SAP dans le cadre de leurs programmes d'adaptation plus larges. Les événements parallèles à la COP et d'autres formes de plaidoyer

organisés en marge de la COP30 ont également permis de mieux faire reconnaître les défis et les besoins en matière d'adaptation des pays en proie à des conflits et confrontés à des phénomènes météorologiques de plus en plus fréquents et violents.

Au cours de la dernière décennie, c'est en Afrique que l'on a enregistré la plus forte augmentation du nombre de pays déclarant disposer d'un système d'alerte précoce multirisques (MHEWS), passant de 10 en 2015 à 23 en 2025. La « complétude » (c'est-à-dire le fonctionnement efficace des quatre piliers du système d'alerte précoce) des

les systèmes d'alerte précoce multirisques a également augmenté de 72 % depuis 2015.⁴ Cependant, malgré ces progrès, le nombre de pays disposant d'un MHEWS reste de 53 % en Afrique et les PMA dans leur ensemble ont toujours le niveau d'exhaustivité le plus faible, ce qui nuit à l'efficacité des systèmes d'alerte précoce.⁵

Lacunes existantes en matière de connaissances et de données probantes sur les SAE dans les situations de conflit et d'après-conflit

Au cours des dernières années, la communauté humanitaire a publié divers documents consacrés aux systèmes d'alerte précoce et à l'action précoce (EWEA) dans les zones touchées par la fragilité, les conflits et la violence (FCV). Il s'agit notamment, mais sans s'y limiter, d'un manuel sur les systèmes d'alerte précoce et l'action précoce dans les contextes FCV publié par le Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe (UNDRR) et le Centre d'excellence pour la résilience climatique et aux catastrophes de l'Organisation météorologique mondiale (OMM),⁶ d'un document analytique visant à guider l'élaboration de procédures opérationnelles pour la programmation CREWS dans les contextes FCV, et un manuel destiné aux praticiens de la RRC sur la gestion des FCV afin de renforcer la résilience des communautés, publié par le Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge⁷. Ensemble, ces publications et d'autres offrent une

³ Voir par exemple CICR (2025) COP30 : Appel du CICR à renforcer l'action climatique et le financement dans les situations de conflit. CICR, COP30 Messages Brief. Disponible à l'adresse :

<https://www.icrc.org/en/article/cop30-icrc-call-strengthen-climate-action-finance-conflict-settings>

⁴ OMM (2025) *Les systèmes d'alerte précoce atteignent de nouveaux sommets, mais des lacunes critiques compromettent les progrès mondiaux*, communiqué de presse, 12 novembre 2025. Disponible à l'adresse :

<https://reliefweb.int/report/world/global-status-multi-hazard-early-warning-systems-2025>

⁵ Ibid.

⁶ Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe (UNDRR) et Organisation météorologique mondiale (OMM) (2024) *Manuel sur les systèmes d'alerte précoce et l'action rapide dans les contextes fragiles, conflictuels et violents (FCV)*. UNDRR / OMM. Disponible à l'adresse :

<https://www.undrr.org/publication/early-warning-systems-and-early-action-fragile-conflict-and-violent-contexts> (7) Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, Comité international de la Croix-Rouge, Croix-Rouge allemande et Centre climatique de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (2024) *Naviguer entre fragilité, conflits et violence pour renforcer la résilience des communautés : un manuel à l'intention des praticiens de la réduction des risques de catastrophe*. Disponible à l'adresse suivante : <https://preparecenter.org/resource/navigating-fcv-drr-handbook>

ensemble d'outils et de considérations destinés aux praticiens ainsi qu'aux acteurs gouvernementaux, aux donateurs et aux chercheurs engagés dans ce domaine. Ils offrent également des informations clés sur les principales lacunes opérationnelles et les défis majeurs dans les situations de conflit et d'après-conflit au sein des PMA africains, comme nous le verrons plus loin.

Malgré ces guides et ressources utiles, il manque encore des données rigoureuses sur la manière d'adapter, de mettre en œuvre ou d'étendre les systèmes d'alerte précoce aux situations de conflit et de violence, ainsi que des données sur les résultats à grande échelle de ces programmes en matière de conflit. Une étude couvrant 20 pays touchés par des conflits armés a révélé un manque notable de données sur la recherche en matière d'alerte précoce et d'action rapide (EWEA), soulignant que les recherches menées au cours des 20 dernières années se sont principalement concentrées sur l'analyse des risques et des prévisions, avec peu de recherches sur d'autres éléments de la chaîne de valeur EWEA.⁸ Cette lacune dans la recherche s'explique par une disparité plus importante dans la mise en œuvre de l'EWEA dans les zones de conflit actif par les acteurs humanitaires internationaux, tandis que le travail effectué par les acteurs locaux dans de tels contextes n'est souvent pas documenté.

Aperçu des lacunes opérationnelles et des défis des systèmes d'alerte précoce dans les situations de conflit et d'après-conflit dans les PMA africains

Gouvernance : les acteurs non gouvernementaux, tels que la société civile et les organisations humanitaires, ont un rôle important à jouer dans la gouvernance des systèmes d'alerte précoce. Cependant, l'importance accordée aux systèmes d'alerte précoce au sein des gouvernements nationaux signifie que ces acteurs doivent, dans la mesure du possible, soutenir les systèmes d'alerte précoce gouvernementaux plutôt que de les remplacer ou de les reproduire. Parallèlement, bien que cela varie selon le contexte, la gouvernance des systèmes d'alerte précoce dans les situations de conflit est difficile. Les acteurs gouvernementaux peuvent ne pas être présents dans toutes les régions de leur pays ou même être parties prenantes dans un conflit, ce qui peut compliquer la diffusion d'alertes précoces fiables. Les acteurs gouvernementaux peuvent avoir des priorités plus importantes en raison du conflit ou ne pas disposer de la coordination interne nécessaire pour soutenir le développement d'alertes précoces à différentes étapes de la chaîne de valeur des alertes précoces. La présence de groupes armés non étatiques agissant en tant qu'autorités de facto peut nécessiter une collaboration sensible afin d'atteindre une partie des quelque 204 millions de personnes dans le monde vivant sous le contrôle de groupes armés non étatiques,⁹ ou empêcher l'extension des alertes précoces à certaines zones. Ces facteurs, parmi d'autres, illustrent le rôle des acteurs non gouvernementaux tout en soulignant la complexité de la navigation dans des contextes souvent contestés et dynamiques.

Confiance : la présence d'un conflit armé actif ou récent peut jouer un rôle important dans la perte de confiance des personnes qui reçoivent les alertes précoces. Les émetteurs d'alertes précoce (par exemple, le gouvernement) peuvent ne pas être considérés comme dignes de confiance, ou le contenu des messages peut être jugé faux ou douteux. Les personnes qui reçoivent les alertes précoce peuvent avoir eu des expériences difficiles avec les autorités dans le passé et ne pas croire que les messages visent réellement à les protéger. Cela montre l'importance de gagner la confiance avant les alertes précoce et de donner la priorité aux alertes précoce tenant compte des traumatismes.

Coordination : dans les zones de conflit actif, les acteurs gouvernementaux non militaires et les acteurs humanitaires sont souvent soumis à des restrictions. Dans ces contextes, la capacité à générer et à diffuser des alertes précoce par divers canaux (par exemple, SMS, radio, télévision, réseaux sociaux) est susceptible d'être limitée. De plus, dans certains pays touchés par des conflits, des sanctions ou d'autres restrictions externes peuvent limiter la participation des acteurs habituels.

⁸ Jaime, C., de Perez, E.C., van Aalst, M. et Easton-Calabria, E., 2024. Au-delà des prévisions : lacunes dans les connaissances pour anticiper les catastrophes dans les zones de conflit armé où les déplacements forcés sont importants. *Environmental Research Letters*, 19(2), p.023001.

⁹ CICR (2025) 204 millions de personnes vivent dans des zones contrôlées ou disputées par des groupes armés. Communiqué de presse, CICR. Disponible à l'adresse : <https://www.icrc.org/en/news-release/icrc-204-million-people-live-areas-controlled-or-contested-armed-groups>.

parties prenantes impliquées dans les SAO. La coordination des SAO est également liée à leur gouvernance, comme résumé ci-dessus.

Capacités/expertise technique : dans les contextes de conflit ou d'après-conflit, le personnel expérimenté des ministères concernés par les alertes précoce, tels que ceux chargés de la gestion des catastrophes ou des services hydrométriques, peut avoir été contraint de fuir ou de se réinstaller en raison du conflit. Les effets indirects du conflit, tels que l'inflation, peuvent affaiblir les salaires et entraîner une pénurie de personnel. Dans le pire des cas, le personnel des ministères ou des organisations chargés des alertes précoce est blessé ou tué. Ces lacunes en matière de capacités peuvent être aggravées par des défis plus larges en matière de renforcement des capacités ou d'amélioration de l'expertise technique, car le conflit perturbe ou entrave la capacité à organiser des formations ou à collaborer. Cela peut affaiblir les services nationaux et les programmes opérationnels liés aux alertes précoce et les rendre moins efficaces qu'ils ne le seraient autrement, voire les rendre incapables de se développer ou de fonctionner.

Technologie : La technologie joue un rôle essentiel dans les systèmes d'alerte précoce dans les situations de conflit et d'après-conflit, où l'infrastructure ou l'accès limités nécessitent des moyens alternatifs pour soutenir ces systèmes.

Les données de télédétection librement accessibles peuvent être exploitées pour réduire les lacunes en matière de données dans les situations de conflit et d'après-conflit où les données d'observation sont limitées. Les outils et produits analytiques peuvent faciliter la prise de décisions éclairées et les prévisions. Les infrastructures TIC, allant de la diffusion cellulaire à la radio en passant par les réseaux sociaux, permettent la diffusion de messages d'alerte précoce. L'IA joue également un rôle important, allant de la prévision des conflits à la collecte et à l'analyse des données sur la vulnérabilité et l'exposition dans les environnements où les données sont rares¹⁰. Cependant, bon nombre de ces outils technologiques ne sont pas utilisés à leur plein potentiel, ce qui souligne la nécessité de mieux faire connaître leur existence.

Données : les lacunes en matière de données dans les PMA africains en situation de conflit ou d'après-conflit concernant les populations

(utilisateurs finaux des alertes précoce) et les données climatiques et météorologiques peuvent entraver le développement et le renforcement des systèmes d'alerte précoce. Les PMA ont traditionnellement une faible capacité à collecter des données démographiques et comptent parmi les pays où le pourcentage de personnes sans acte de naissance ni autres documents d'identité est le plus élevé.¹¹ Ces lacunes, parmi d'autres, peuvent se traduire par un manque de connaissances sur la vulnérabilité des populations au niveau local, par exemple sur les populations exposées et plus susceptibles de subir subir les effets les plus graves de certains aléas particuliers. À cela s'ajoute le fait que les conflits peuvent entraver l'accès à différentes parties d'un pays et provoquer des déplacements de population, qui peuvent être difficiles à suivre. Dans certains contextes, le manque de connaissances sur les populations peut signifier que la langue principale des personnes, leur capacité à lire les alertes écrites ou leur accès à l'électricité pour recevoir les alertes à la télévision, sur les réseaux sociaux ou à la radio peuvent être inconnus, tout comme d'autres données. Cela risque de limiter l'efficacité des alertes précoce.

Les données climatiques et météorologiques peuvent également être limitées. Dans certains contextes, cela se traduit par des lacunes dans la connaissance des risques « localisés », ce qui signifie à la fois que certaines populations, telles que les réfugiés, peuvent ignorer les dangers locaux et que les connaissances locales sur les risques climatiques et la manière de les identifier peuvent ne pas être prises en compte dans les systèmes d'alerte précoce. Dans certains PMA africains, les archives historiques de données climatiques et météorologiques sont limitées, ce qui rend plus difficile l'élaboration de prévisions précises. Il se peut qu'il n'existe que des archives papier ou des données stockées sur un seul serveur, ce qui augmente le risque de perte de ces données en cas de conflit. Infrastructure nécessaire à la surveillance du climat et des conditions météorologiques,

¹⁰ Bureau des Nations unies pour la réduction des risques de catastrophe (UNDRR) (2025) *Intelligence artificielle (IA) : le potentiel des systèmes d'alerte précoce multirisques (MHEWS)*. Disponible à l'adresse :

<https://www.undr.org/resource/case-study/artificial-intelligence-ai-potential-mhe>

¹¹ Département des affaires économiques et sociales des Nations unies, Division de la population (2024) *Perspectives démographiques des pays en situation particulière : suivi des changements démographiques dans les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement*. UN DESA, janvier. Disponible à l'adresse : https://www.un.org/development/desa/pd/sites/www.un.org.development.desa.pd/files/files/documents/2024/Jan/undesa_pd_2024_report-countries-special-situations_web.pdf

La détection et la surveillance peuvent être compromises. Dans les contextes de conflit actif, l'accès aux stations de surveillance météorologique peut être impossible, ce qui limite leur utilité et rend leur réparation ou leur remplacement impossible. Ces défis soulignent l'intérêt des technologies simples et autres aux alternatives de collecte de données climatiques et météorologiques pour alimenter les systèmes d'alerte précoce.

Pleins feux sur le suivi et la surveillance pendant les conflits : le super-site des Virunga, en RDC

En janvier 2025, Goma, une ville de deux millions d'habitants située dans l'est de la RDC, a été prise par le groupe rebelle M23.¹² Goma se trouve également à seulement 19 km de l'un des volcans actifs les plus dangereux au monde : le mont Nyiragongo. Ce volcan peut produire des coulées de lave atteignant plus de 95 km/h, une vitesse bien supérieure à celle d'un être humain. Lors de sa dernière éruption en 2021, des milliers de familles ont été déplacées et au moins 250 personnes ont trouvé la mort. Une éruption antérieure, en 2002, avait recouvert 13 % de la ville de lave.

Près de Goma, le Supersite des Virunga surveille et étudie le mont Nyiragongo et d'autres risques dans cette région densément peuplée. Soutenu par plusieurs organisations, le Supersite a contribué à établir une collaboration entre l'Observatoire volcanologique de Goma et les principaux instituts mondiaux qui étudient et surveillent les risques volcaniques. Cependant, le travail est régulièrement entravé par un manque d'accès dû au conflit. Le personnel est également confronté à divers risques, notamment l'intimidation, la violence et les enlèvements. Pour en savoir plus, consultez : <https://geo-gsnl.org/supersites/permanent-supersites/virunga-supersite/> et <https://theconversation.com/goma-is-threatened-by-conflict-and-a-volcano-weve-created-a-handbook-to-help-hotspots-like-these-249453>

Finance : L'Afrique affiche certains des taux de financement les plus bas pour les EWS, ce qui illustre un écart plus large dans le financement de l'adaptation. Sur les 1,67 milliard de dollars de financement des EWS estimés pour le continent africain dans 134 projets par l'Observatoire mondial des investissements dans les EWS, la plupart sont concentrés dans quelques pays seulement.¹³ Il convient de noter que même lorsque le financement des EWS est destiné aux

des pays en situation de conflit et de fragilité, il ne va pas nécessairement aux régions du pays où le conflit sévit. L'accès au financement climatique nécessaire pour financer les EWS est rendu plus difficile pour de nombreux PMA africains qui ne sont pas en mesure de contracter les prêts concessionnels à grande échelle qui financent généralement ces systèmes. Cela rend le développement d'EWS à grande échelle et durable. À la place, ce sont des projets à petite échelle et souvent fragmentaires, financés par divers donateurs régionaux et internationaux, qui financent la plupart des EWS dans les PMA africains touchés par des conflits. Bien qu'ils soient inestimables, le manque de rationalisation entre les donateurs et les projets risquent de limiter la portée de ces systèmes d'alerte précoce et peuvent alourdir la charge des acteurs nationaux chargés de leur mise en œuvre. Pour en savoir plus, veuillez consulter la note d'information ci-jointe sur le financement des systèmes d'alerte précoce dans les PMA africains.

Infrastructures : Les infrastructures, qu'il s'agisse des télécommunications, de l'énergie ou de la surveillance, de la détection et du suivi du climat et des conditions météorologiques, sont essentielles au bon fonctionnement et à l'efficacité des systèmes d'alerte précoce.

¹² Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies (2025) *République démocratique du Congo*. Disponible à l'adresse : <https://www.unocha.org/democratic-republic-congo> ; ONU (2025) « Les agences des Nations unies mettent en garde contre l'aggravation de la crise humanitaire et des droits de l'homme dans l'est de la RDC ». *Actualités de l'ONU*, 31 janvier. Disponible à l'adresse : <https://news.un.org/en/story/2025/01/1159651>

¹³ Observatoire mondial des investissements dans les systèmes d'alerte précoce : <https://app.powerbi.com/view?r=eyJrIjoiZWJlOTk1M2MtMDRkMv00NzZjLTiZTOtZWU1ZjBmMi3YmlUwidCl6liBmOWUzNWRiLTU0NGYtNGY2MC1iZGNjLTIVYToNmU2ZGM3MCIsImMiOjh9>

EWS. Alors que ce type d'infrastructures devrait être protégé contre tout dommage en vertu du droit international humanitaire, elles sont souvent prises pour cible pendant les conflits. La perte et la détérioration des infrastructures, y compris l'impossibilité de les réparer en raison du conflit, entravent considérablement les EWS. Les conséquences directes peuvent inclure l'incapacité à détecter les catastrophes climatiques imminentes, diffuser des alertes précoce ou de les recevoir (par exemple en raison d'une coupure d'électricité ou d'Internet). Parmi les répercussions secondaires, on peut citer la réticence de certains donateurs à financer des infrastructures indispensables dans des contextes de conflit, car ils estiment qu'elles risquent d'être détruites. Les dommages causés aux infrastructures nécessaires aux systèmes d'alerte précoce peuvent ainsi entraver tous les éléments du cycle de valeur de l'alerte précoce et même limiter les possibilités futures de financement et de développement des SAE.

Organiseurs :



Les coûts financiers de cet atelier ont été pris en charge par l'UNDRR, l'UN-OHRLS, qui remercie le Qatar pour sa généreuse contribution financière, la FICR, l'UIT, l'OMM et le CREWS.